



ARRETE N° 2024-09 POPULATION

OBJET : CRÉATION D'UN OSSUAIRE AU CIMETIÈRE DE L'ORTET VIEUX

Le Maire de la commune de Saint-Jean-de-Védas

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-8 et L.2223-4 et suivants confiant au Maire la police des funérailles et les lieux de sépulture et le soin d'affecter à perpétuité un ossuaire dans le cimetière communal.

Vu la loi n°2008.1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire,

Vu le Code Pénal et notamment ses articles L.225-17 et L.225-18,

Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures réclamées par la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et de la décence du cimetière,

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir dans le cimetière de l'Ortet Vieux un ossuaire convenablement aménagé où les restes des personnes qui étaient inhumées dans le terrain commun sont aussitôt ré-inhumées à l'issue du délai de rotation, ainsi que les restes des personnes qui étaient inhumées dans les concessions non renouvelées ou ayant fait l'objet d'une procédure de reprise pour état d'abandon.

ARRÊTE :

Article 1 : Il est créé un emplacement appelé ossuaire situé au fond du cimetière de l'Ortet Vieux, carré C, affecté à perpétuité et destiné à recevoir les restes des corps inhumés retirés des fosses en terrain commun après expiration du délai de cinq ans, ainsi que les restes des corps inhumés dans les concessions dont la durée est expirée et qui n'ont pas été renouvelées ou qui ont été reprises après constat d'abandon.

Article 2 : Les corps ne seront déposés qu'après avoir été préalablement réunis dans des boîtes à ossements ou reliquaires. Une seule boîte à ossements peut contenir les restes de plusieurs corps trouvés dans une même concession reprise. Le dépôt s'effectuera avec le respect et la dignité qu'impose la manipulation de corps exhumés.

Article 3 : Les noms des personnes même si aucun reste n'a été retrouvé, sont consignés dans un registre tenu à la disposition du public (Article R.2512-33).

Article 4 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5 : En application des dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation par courrier ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publicité.

Fait à Saint-Jean-de-Védas, le 27 septembre 2024

François RIO

Maire de Saint-Jean-de-Védas



*Certifié exécutoire copie lenu.
de sa transmission en préfecture : 6/10/2024
et de sa publication : 6/10/2024*